

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DE LA PREFECTURE  
DE L'INDRE

1ère Division  
2ème Bureau

Du 19 OCT. 1954

1954

N° 54-1534

MINUTE

Le Préfet du Département de l'Indre,  
Chevalier de la Légion d'Honneur.

Vu la pétition du 30 Septembre 1953, par laquelle la Société Nouvelle d'Utilisation des Fibres Textiles sollicite l'autorisation d'exploiter à CHATEAUROUX, rue de la Manufacture, une industrie de broyage de matières textiles diverses avec atelier de triage et appareils de teinture, rangée dans la 2ème classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes,

Vu les plans annexés à cette demande,

Vu le procès-verbal d'enquête à laquelle cette affaire a été soumise à la mairie de CHATEAUROUX,

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental du Travail et de la Main d'Oeuvre, Inspecteur des Etablissements Classés, du 14 Mai 1954,

Vu l'avis de M. le Directeur des Services Départementaux du Ministère du Logement et de la Reconstruction, du 14 Septembre 1954,

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 29 sept 1954

Vu la loi du 19 Décembre 1917 modifiée et les décrets des 17 Décembre 1918, 24 Décembre 1919, 26 Juin 1943, 17 Août 1952 et 20 Mai 1953,

Considérant qu'aucune réclamation n'a été formulée au cours de l'enquête et que toutes les formalités prescrites par les règlements ont été remplies,

Sur la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture

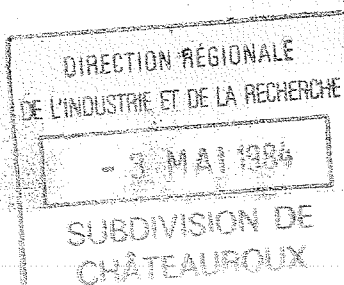
A R R E T E :

- Article 1er - La demande formulée par la Société Nouvelle d'Utilisation des Fibres Textiles est accueillie sous les réserves suivantes :

1°) l'usine dont il s'agit sera installée aux emplacements indiqués sur les plans qui resteront annexés au présent arrêté,

2°) les bâtiments seront construits en matériaux lurs et incombustibles. Les portes s'ouvriront de l'intérieur vers l'extérieur.

3°) Le sol des ateliers sera imperméable, il sera fréquemment lavé et maintenu en parfait état d'entretien.



4°) L'atelier d'effilochage de chiffons sera convenablement ventilé, des dispositions seront prises pour que le voisinage ne soit pas incommodé par la dispersion des poussières au cours des opérations de triage et des autres manipulations.

5°) L'éclairage de l'établissement ne pourra être assuré que par l'électricité ou par des lampes fixes convenablement protégées. Sont interdites les lampes nues ainsi que les lampes à essence minérale ou à alcool. Si l'éclairage est électrique, l'installation sera faite sous fourreaux isolants revêtus d'une gaine métallique, dans les bâtiments et annexes. Les conducteurs et appareils seront installés selon les règles de l'art et de façon à éviter les courts circuits. En particulier, les lampes électriques suspendues directement à bout de fil conducteur et les lampes dites balaisées seront interdites.

Toutes dispositions seront prises pour assurer la coupure du courant électrique en dehors des heures de travail.

6°) Si l'établissement est chauffé à l'aide de dispositifs à foyers, ces appareils ainsi que les conduits de fumée seront installés de manière à prévenir tous dangers d'incendie; ils ne seront utilisés qu'après accord du Service de Sécurité.

7°) Des mesures seront prises pour éviter la pullulation des mouches, souris et rats.

8°) Tous moteurs de quelque nature qu'il soient, et tous appareils machines, transmissions actionnés par ces moteurs, seront installés et aménagés de telle sorte que leur fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité et la tranquillité du voisinage par le bruit ou les trépidations.

9°) L'établissement sera pourvu de moyens de secours appropriés contre l'incendie tels que postes d'eau, seaux-pompes, extincteurs en nombre suffisant, seaux de sable, tas de sable meuble, avec pelles, etc .....

A cet effet, la Société permissionnaire devra se mettre en rapport avec le service de sécurité contre l'incendie.

10°) Si l'établissement produit des eaux résiduaires, celles-ci devront être évacuées suivant les prescriptions de l'instruction de M. le Ministre du Commerce du 6 Juin 1953 (Journal Officiel du 20 Juin 1953).

11°) Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

12°) En ce qui concerne plus particulièrement l'atelier de teinture les chaudières seront placées à distance convenable des constructions occupées par des tiers.

on arrête  
par le permis

13°) Dans les parties contigües à des constructions occupées par des tiers, les murs séparatifs et les planchers seront protégés d'une manière efficace contre la pénétration de l'ignition.

14°) Les buées seront évacuées au dehors et de façon que le voisinage n'en soit pas incommodé.

15°) Si les séchoirs et les chambres chaudes sont chauffés directement par des foyers, ils seront construits en matériaux résistants au feu, et les appareils de chauffage seront disposés de manière à éviter l'inflammation des matières à sécher.

16°) Il est interdit d'employer en grand des liquides inflammables pour le dégraissage.

17°) Toutefois, le dégraissage à la main sera permis avec des quantités de liquides inférieures à 5 litres; l'opération aura lieu à froid, loin de tout foyer ou de toute flamme, dans un local énergiquement ventilé, où l'interdiction absolue de fumer sera affichée en caractères apparents.

18°) Les fusibles, commutateurs et coupe-circuit seront placés à l'extérieur ou très éloignés des tables de détachage, à moins qu'ils ne soient d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles.

- Article 2 - La Société permissionnaire devra se conformer strictement aux dispositions du titre II du livre II du code du Travail et les textes pris pour son application; à celles des décrets du 10 Juillet 1913 et les textes subséquents ainsi qu'à la recommandation prévue par la circulaire du 17 Décembre 1912 relative aux mesures particulières de sécurité intéressant les établissements où se dégagent des poussières explosives, les poussières de rayonne et de coton.

- Article 3 - La Société permissionnaire n'aura droit à aucune indemnité ni dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit, l'Administration reconnaît devoir prendre des mesures qui la privent de tout ou partie des avantages de la présente autorisation.

- Article 4 - Les droits des tiers sont et demeureront expressément réservés.

- Article 5 - La présente autorisation cessera d'être valable si le permissionnaire n'en a pas fait usage dans un délai de deux ans à compter de la notification.

- Article 6 - Le présent arrêté sera notifié à la Société Nouvelle d'Utilisation des Fibres Textiles.

Une ampliation sera transmise à M. l'Inspecteur des Etablissements Classés et à M. le Directeur Départemental du Travail et de la Main d'Oeuvre qui en assureront l'exécution chacun en ce qui le concerne.

Un extrait énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives de la Mairie et mise à la disposition de tout intéressé sera affiché à la porte de la mairie et un extrait sommaire sera inséré par les soins du Maire et aux frais de la Société permissionnaire dans un journal d'annonces légales du département.

*R. Deugnier*

Raymond DEUGNIER